



MINISTÈRE
DE L'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES
ET DU LOGEMENT
www.territoires.gouv.fr

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE
www.developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014

DÉAL
Guadeloupe

La Mangrove de Guadeloupe - Une richesse à préserver

SOMMAIRE

| | |
|--------------------|----|
| I. MRU | 4 |
| II. ATOL | 6 |
| III. FTES | 8 |
| IV. LC | 12 |
| V. MDDEE | 14 |
| VI. RED | 18 |
| VII. RN | 20 |
| VIII. SOCA | 22 |
| IX. SG | 24 |
| X. CHIFFRES | 26 |

Éditorial

Éditorial

Merci à nos partenaires du développement durable de la Guadeloupe.

La Deal service de l'Etat sous l'autorité de la préfecture, forte des compétences de 300 agents, tient à remercier tous ses partenaires qui œuvrent pour l'avenir de la Guadeloupe.

- *les collectivités locales communes, syndicats intercommunaux, département, région*
- *les acteurs de l'économie verte, de la transition énergétique*
- *les acteurs de la rénovation urbaine*
- *les organismes de protection et gestion de l'espace et de la biodiversité*
- *les établissements publics*
- *les acteurs de la construction et de l'aménagement*
- *les acteurs du transport public et privé*
- *les acteurs de la sécurité routière*
- *les acteurs de l'éducation routière comme les auto-écoles*
- *les associations pour l'environnement,*
- *les acteurs industriels*
- *les acteurs de la prévention des risques technologiques et des risques naturels*

Ce rapport d'activité leur permettra de mesurer l'activité de la DÉAL



Daniel NICOLAS
Directeur de la Direction de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement de Guadeloupe

Mission rénovation urbaine (MRU)

La mission rénovation urbaine est chargée du pilotage, de la supervision et de l'administration locale des projets de rénovation urbaine conventionnés avec l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) pour le compte de cette agence, de l'État et de l'Europe.

Elle supervise notamment les projets de Pointe à Pitre et des Abymes et l'opération isolée de Basse-Terre.

La mission contribue à l'élaboration et au suivi des conventions entre les collectivités et l'ANRU. Elle suit le déroulement des opérations pour en certifier l'avancement, en assure le suivi financier et le respect des fondamentaux de l'agence (qualité architecturale et urbaine des projets, relogement des locataires, insertion professionnelle des habitants des zones urbaines sensibles).

Le préfet est délégué territorial de l'Agence. Le DREAL est délégué territorial adjoint.



Résidence Paul MOUEZA - Pointe-à-Pitre

Faits marquants en 2014

Éléments transversaux aux projets

Le dossier de candidature à l'appel à projet national pour la phase 1a du projet du Tram Excellence déposé par Cap excellence a été retenu. Etudes en cours. Le tramway devrait être opérationnel en 2022, à l'ouverture du futur CHU.

Réalisation d'un double point d'étape par l'ANRU, sur les projets des Abymes et de Pointe-à-Pitre, afin de préparer la sortie des conventions.

Abymes

Démarrage des travaux de la concession (terrains sportifs du mail nord) de Grand camp, d'aménagement du square des Nénuphars, de terrassement des locaux d'animation et de la requalification des voiries du Raizet (Bld Marie-Galante et G. De Gaulle.)

Travaux achevés de la requalification espaces publics de la ZA Ouest. Obtention des arrêtés loi sur l'eau et de l'arrêté de cessibilité (DUP sur Grand camp)

Préparation de l'avenant local n°3 à la convention

Pointe-à-Pitre

Achèvement des travaux d'aménagement de la place du marché central

Démolition de l'ancienne école Ra-

phaël Jolivière

Livraison de la résidence Paul Moueza à Henri IV (60 logements)

Politique de cohésion sociale – NPNRU

En décembre 2014, le conseil d'administration de l'ANRU a identifié, parmi les quartiers prioritaires de la politique de la ville de la Guadeloupe, 5 quartiers éligibles au Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) car présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants. Ils sont tous situés aux Abymes et à Pointe à Pitre sur le territoire de l'agglomération Cap Excellence





Perspectives pour 2015

En 2015, Les nouveaux contrats de ville seront signés et un protocole de préfiguration des projets à inscrire au Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU) sera élaboré par Cap Excellence.

Par ailleurs les programmes actuels se doivent d'être poursuivis ainsi que la préparation des modalités d'achèvement au sein des conventions de sortie.

Abymes

Signature de l'avenant local de la convention partenariale (n°3) et de l'avenant de sortie.

Signature de l'avenant de la Charte de relogement et de la Convention GUP.

Démolition de la troisième tranche des Plaines (59 logements) et fin du relogement des Capitaines tranche 2 et démarrage du relogement pour les tranches 1 et 3.

Démarrage des travaux de la construction de l'école de Grand camp, d'aménagement et de logements de Grand Camp et des espaces publics et équipements au Raizet.

Pointe-à-Pître

Signature de l'avenant 10, avenant technique de mise en cohérence et d'ajustement de la maquette financière. Préparation et signature de l'avenant de sortie.

Poursuite des travaux sur les îlots 5 et 6 du foncier du stade

Fin du diagnostic amiante pour la démolition des 3 tours Gabarre à Lauricisque soit 476 logements sociaux

Traitement de l'amiante de la barre AA à Henri IV soit 168 logements sociaux

Livraison de la plate-forme Orban 2 et 7

Poursuite du relogement avant démolition de la cité (307 logements sociaux) et de la copropriété (78 logements) Chanzy

Construction de 248 logements sociaux

. Mise en chantier de 139 logements sur le centre ancien.

Achèvement des travaux du CACEB

Réalisation d'un équipement commercial et des surfaces d'activité sur le foncier de l'ancien stade Pierre Antonius. Achèvement de la construction des équipements sportifs de la Plaine de Jeux de Grand camp.

Poursuite des travaux d'aménagement sur la place de l'an 2000 (place Henri Bangou)

Fin de la 1ère tranche des travaux d'aménagement structurants sur Bergevin, Chanzy, Henri IV : parc du cimetière, mail à Man Réaux.

Internats d'excellence

Le schéma régional de développement des internats de la réussite a été mis à jour. En attente des 3 dossiers complets de la Région pour contractualisation des projets d'internats avec l'ANRU.



Aménagement du Territoire et Organisation du Littoral (ATOL)

Au sein de la DEAL Guadeloupe, le service ATOL assure des missions transversales dans les domaines de :

- l'urbanisme, par l'accompagnement des collectivités dans l'élaboration de leurs documents d'urbanisme et la coordination des avis des services de l'Etat ;*
- la promotion de la ville durable auprès des collectivités, en relais des politiques nationales,*
- la prospective et les études générales, conduites en régie ou externalisées,*
- la connaissance du territoire, en assurant la constitution et la gestion du système d'informations géographiques de la DEAL ainsi que la diffusion de ces informations,*
- la gestion de l'espace littoral, notamment dans le cadre spécifique de la gestion des 50 Pas géométriques,*
- la protection et la gestion des sites protégés, la promotion et la prise en compte du paysage dans l'ensemble des actions de la DEAL,*
- l'expertise et le conseil en matière juridique, tant dans les domaines techniques gérés par la DEAL que dans les questions relevant de la vie du service.*

Faits marquants en 2014

■ Les documents d'urbanisme

Le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de DESHAIES a été approuvé en 2014 ; ceux des communes de PORT-LOUIS et GOSIER ont été arrêtés en fin d'année. La communauté d'agglomération Cap Excellence a engagé l'élaboration d'un schéma de cohérence territoriale (SCOT) sur son territoire : dans ce cadre, une équipe d'étudiants de l'école d'architecture de VERSAILLES a réalisé un travail sur les enjeux du SCOT. Une formation sur les SCOT a été organisée par la DÉAL et a accueilli plusieurs collectivités de Martinique et de Guadeloupe.

L'objectif de l'unité reste d'inciter les communes à progresser dans l'élaboration de leurs PLU dans la perspective nouvelle de l'échéance fixée par la loi pour accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), publiée en mars 2014, et qui donne un délai de trois ans maximum pour approuver les PLU. Un important travail de communication sur les dispositions nouvelles introduites par la loi ALUR a donc été réalisé par l'unité Planification urbaine et ville durable.

Les POS des communes de Guadeloupe ont été mis en ligne sur le site Internet de la DÉAL.

■ La ville durable

Le Club régional Ville durable animé par la DÉAL a connu une activité importante en 2014 avec la tenue de 2 ateliers qui ont mobilisé plus de 40 participants chacun, d'un séminaire (60 participants) et d'une formation (40 participants), ces derniers ayant associé les acteurs de la Martinique. Les travaux ont porté essentiellement sur les enjeux qui sous tendent la démarche éco-quartier, les points de blocage et les outils à mettre en œuvre pour réus-

sir un projet.

Dans sa politique de production d'outils pour la ville durable, le service a engagé l'élaboration de fiches pratiques pour le développement de la nature en ville en étroite concertation avec de nombreux partenaires (collectivités, CAUE, ADEME...).

■ L'approche territoriale intégrée

La démarche sur le territoire des Grands Fonds, engagée par la DÉAL en collaboration avec le Conseil régional et le Conseil général, s'est poursuivie avec notamment la création d'outils de communication sous la forme de courts métrages qui seront intégrés dans un « web documentaire » et seront utilisés lors des réunions de concertation avec la population prévues dans le cadre du programme.

■ Le littoral et la gestion du domaine public maritime

Afin de donner une plus grande cohérence aux interventions de l'Etat, et conformément aux attentes du ministère, l'élaboration du document de stratégie pour le littoral a été engagée en concertation avec l'ensemble services de l'Etat et établissements publics concernés.

Le traitement des demandes de cession dans les zones urbanisées des 50 Pas géométriques constitue l'activité principale dans le domaine de la gestion du littoral. Le retard important constaté en 2013 dans le traitement de certaines demandes a été résorbé.

Les travaux de réalisation du sentier littoral ont été engagés sur les terrains publics (forêt domaniale, propriétés du Conservatoire du littoral). Le tracé de l'itinéraire sur les parcelles privées et les zones urbanisées sur la commune du Moule a été soumis à l'enquête publique et a reçu un avis favorable du commissaire enquêteur.



Sentier du littoral - Anse Bertrand

II.



■ Les missions transversales

ATOL intervient en appui de l'ensemble des services de la DÉAL par l'organisation et la diffusion des données et documents cartographiques, par l'expertise juridique qu'il apporte dans la préparation des actes du service et les mémoires qu'il rédige lors de contentieux impliquant la DÉAL, l'organisation des vacations de l'architecte conseil et de la paysagiste conseil.

En particulier, un travail important a été réalisé pour mettre l'ensemble des données cartographiques de la DÉAL aux normes nationales et internationales : ce travail peu visible des utilisateurs du SIG n'en est pas moins essentiel à un bon référencement de nos données dans les outils nationaux.

Perspectives pour 2015

■ Les chantiers prioritaires de 2015

L'accompagnement des communes dans l'élaboration des PLU reste une priorité du fait notamment des nouvelles échéances fixées par la loi ALUR. La poursuite de la mobilisation autour de la politique de la ville durable se concrétisera notamment par la réalisation d'un ensemble de fiches pratiques pour le développement de la nature en ville.

Après le diagnostic réalisé en 2014 et validé par l'ensemble des partenaires, l'élaboration de la stratégie de l'Etat pour le littoral se poursuivra par la réalisation de fiches pratiques.

La création d'un sentier littoral continu

du Gosier au Moule se poursuivra par l'achèvement des travaux nécessaires sur les terrains publics et la mise en place des servitudes de passage le long du littoral et pour les accès aux plages. Le classement au titre des sites de la Grande Vigie et l'amélioration de la mise à disposition des données d'information géographique constituent également des projets prioritaires en 2015.



Financements, Transports, Économie et Sécurité routière (FTES)

Faits marquants en 2014

PÔLE TRANSPORTS ÉCONOMIE

■ Gestion et Contrôle des Transports Terrestres

Le travail de professionnalisation du secteur des transports routiers de marchandises et de voyageurs s'est poursuivi en 2014, en lien avec les transporteurs et leurs organisations syndicales. L'année 2014 a vu se finaliser la démarche de réorganisation de l'unité avec la constitution d'un binôme pour l'instruction du registre de voyageurs, le regroupement des missions relatives à la capacité professionnelle et le recrutement de deux nouveaux contrôleurs des transports terrestres.

Enfin, une réunion de concertation Transports présidée par Mme la Préfète s'est tenue en septembre, instance appréciée d'échanges et de concertation avec les acteurs de la profession, ainsi que l'organisation début octobre de l'examen national de capacité professionnelle en transport lourd.

■ Déplacements et Observatoire Régional des Transports

L'unité a poursuivi en 2014 son investissement auprès des autorités organisatrices de la mobilité afin de les accompagner dans leurs démarches de planification et d'organisation de leurs réseaux de transports collectifs.

En matière de bruit, la cellule a préparé la réponse de l'État à la mise en demeure adressée par l'Europe au sujet du retard de la transposition de la directive Bruit, et a soutenu les collectivités locales dans leurs démarches d'élaboration des cartes de bruit stratégiques en agglomération et de PPBE (CG et CR).

En termes d'études, à noter :

Finalisation de l'étude Vélo ayant conduit à la rédaction des fiches actions

à destination des collectivités et/ou associations, pour leur donner une « boîte à outils » mobilisable pour assurer le développement du deux-roues comme mode de transport à part entière ;

Lancement de l'étude relative à la mise en place d'un parc de véhicules électriques de service qui, à partir de l'analyse des mobilités professionnelles, a conduit à des scénarios de déploiement et d'optimisation, lesquels ont fait l'objet d'analyses économiques et environnementales ;

Engagement de l'étude relative aux pré-requis à la mise en place de navettes maritimes dans les deux Culs de Sac Marins et la Rivière Salée ;

Définition de la méthodologie visant à l'élaboration du Plan de Déplacements d'Administration (PDA) de la DÉAL en intégrant l'intervention du CEREMA en tant qu'AMO, dans la perspective d'une réalisation du PDA d'ici la fin 2016.

■ Cellule Départementale de Sécurité routière

En 2014, l'unité a profondément été réorganisée : arrivée d'un nouveau chef d'unité, d'une nouvelle adjointe et d'une nouvelle assistante.

Les agents de l'unité se sont attelés à mener à bien les missions de l'unité, que ce soit au sein de l'Observatoire Départemental de Sécurité Routière (ODSR) avec la saisie, l'exploitation et la diffusion des chiffres de accidentologie ou au sein de la coordination pour la réalisation des actions, en lien avec le réseau des partenaires locaux et les bénévoles intervenants départementaux de sécurité routière (IDSR). En 2014, ce sont plus d'une quarantaine d'actions de sensibilisation réalisées à destination, entre autres publics, des établissements scolaires, des collectivités territoriales, des entreprises et des associations, pour un budget d'environ

*Le service Financements,
Transports, Économie
& Sécurité routière est chargé de :*

- **Porter** les politiques de sécurité et éducation routières dans le département,
- **Animer** la politique locale de transport et
- **porter** les enjeux du développement durable en termes de mobilité et de promotion du transport multimodal,
- **Mettre en œuvre** la tenue des registres et les contrôles des transports terrestres,
- **Coordonner**, suivre et mettre en œuvre au sein de la DÉAL, les financements relevant du CPER et des programmes européens, et d'autres financements comme la défiscalisation.

90 000 €..

Le cap mis dès 2013 sur les campagnes de communication médias a été maintenu voire renforcé en 2014.

■ Éducation Routière

L'implication des personnels de l'unité a permis l'organisation des épreuves théoriques et pratiques du permis de conduire dans de bonnes conditions, malgré un contexte de réorganisation de l'unité.

Des échanges réguliers avec les représentants des professionnels enseignants de la conduite ont eu lieu. Ces échanges réguliers permettent d'avancer collectivement, d'anticiper des problèmes et de trouver des solutions, pour un meilleur service public rendu.

Du point de vue des conditions d'accueil des candidats, l'examen du code sur Basse-Terre a été déplacé dans les locaux de l'URMA à Desmarais et les examens pratiques sur le site Jardin Botanique. Les démarches visant à trouver un nouveau site pour les examens théoriques et pratiques en Grande-Terre se sont poursuivies.

Pour des problèmes techniques, la mise en œuvre de la procédure dématérialisée FAETON a été reportée.

PÔLE EUROPE-FINANCEMENTS

L'année 2014 a été marquée par plusieurs temps forts :

PO 2007-2013

Les engagements en termes de programmation et de certification ont été tenus par la DÉAL. Le FTES, avec l'aide des services instructeurs de la DÉAL, s'est fortement impliqué dans la programmation de la liste des opérations générant des dépenses immédiates contribuant ainsi activement à l'évitement du dégageant d'office. Au total, 24 dossiers ont été programmés pour un coût total de 126,1 M€ et un montant FEDER de 52,6 M€. Enfin, les travaux de clôture et d'archivage des opérations financées par le FEDER ont démarré.

CPER 2007-2013

Le FTES a participé aux travaux de la clôture et de l'évaluation du CPER.

PO 2014-2020

Le FTES, avec l'appui des autres services de la DÉAL, a activement participé à la rédaction du PO régional FEDER-FSE 2014-2020 qui a été adopté par la Commission européenne le 18/12/2014. Le

FTES a également assuré la coordination de la rédaction des fiches actions du DOMO

CPER 2015-2020

La DÉAL s'est fortement impliquée dans la rédaction du prochain CPER 2015-2020.



Aire de pesée de Jary - 2014/2015

suite...

suite...

Financements, Transports, Économie et Sécurité (FTES)

Journe de sensibilisation à la Sécurité Routière,
2014 - CCAS de Gourbeyre

Les Perspectives pour 2015

PÔLE TRANSPORTS ÉCONOMIE

■ Gestion et Contrôle des Transports Terrestres

L'accompagnement des transporteurs se poursuivra afin de soutenir la professionnalisation du secteur. De même, l'unité accompagnera en tant que de besoin les nouvelles autorités organisatrices de la mobilité dans leurs démarches.

Avec un effectif désormais au complet, les missions de contrôle des transports terrestres pourront être conduites dans de bonnes conditions. Il est notamment envisagé un renforcement des contrôles en entreprises et un conventionnement avec les parquets de Pointe à Pitre et Basse-Terre pour l'organisation du suivi des suites données aux PV des contrôles.

L'aménagement de l'aire de pesée de Jarry devrait être achevé courant 2015, offrant aux équipes en charge des contrôles des conditions de travail et de sécurité optimales dans la lutte contre les surcharges routières.

■ Déplacements et Observatoire Régional des Transports

Le travail entrepris en 2014 en matière d'accompagnement des autorités organisatrices de la mobilité (les nouvelles CA notamment) sera poursuivi et renforcé : organisation des transports urbains, démarches d'élaboration des PDU, etc.

En matière de prospective, l'unité poursuivra son travail d'animation de l'ORT aux côtés de l'ADEME et de la Région. Dans ce cadre, l'étude relative à la mise en place de navettes maritimes se poursuivra en 2015. L'étude concernant la desserte maritime des îles du Sud sera lancée.

La démarche visant à l'élaboration du PDA de la DéAL devrait démarrer en fin d'année, avec une AMO du CEREMA.

■ Cellule Départementale de Sécurité Routière

L'année 2015 verra la montée en puissance de la nouvelle équipe en place.

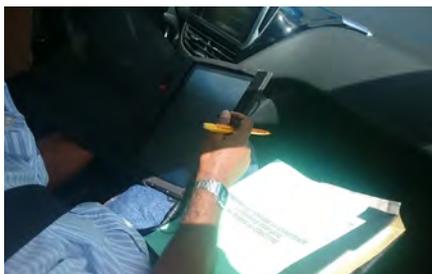
Les missions relatives à l'ODSR se poursuivront, de même que les actions d'accompagnement des porteurs de projet dans la mise en œuvre de leurs actions de prévention. À cet effet, un appel à projet sera lancé en début d'année, doté d'environ 40 000 €. L'aspect « visibilité » des usagers vulnérables sera une priorité. L'unité s'investira par ailleurs en fin d'année dans l'organisation de la semaine de la sécurité. Le volet communication sera également mis en avant, tant vis-à-vis du public que de nos partenaires extérieurs et des agents de la DéAL. Dans le cadre de la déclinaison du Plan de Prévention du Risque Routier



Rencontres de la Sécurité 2014 - Opération de contrôle routier avec alternative à la sanction

(PPRR), des sessions de recyclage au code de la route et des audits de conduite (réalisés par les inspecteurs du permis) seront organisées à l'intention des agents de la DÉAL.

■ **Éducation Routière**



Nouvelles tablettes pour les IPCSR

L'année 2015 devrait être une année de stabilisation du fonctionnement de l'unité. Les démarches de concertation avec les représentants de la profession se poursuivront. Dans ce cadre, une attention toute particulière sera apportée aux auto-écoles les plus en difficulté en termes de places d'examen.

Il est par ailleurs prévu la poursuite de la démarche de dématérialisation du permis de conduire qui, en 2015, se traduira par :

- L'équipement des IPCSR en tablettes afin de saisir et remonter les résultats par voie électronique,

- La consultation en ligne des résultats des examens du permis de conduire.

PÔLE EUROPE-FINANCEMENTS

L'année 2015 sera marquée par les temps forts suivants :

- La poursuite des opérations de clôture du PO 2007-2013. La priorité sera donnée aux

- travaux de certification en vue du solde et de l'archivage des dossiers ;

- La fin de la programmation de nouvelles opérations et le réajustement et/ou déprogrammation d'opérations non ou partiellement réalisées ;

- La validation des modalités de transferts d'agents et d'organisation entre la DÉAL et la Région (nouvelle autorité de gestion) dans le cadre du maintien en DÉAL de l'instruction et certification des thématiques eau potable, assainissement, rénovation urbaine, parasismique et biodiversité ;

- L'adaptation de l'organisation de la DÉAL (pôle Europe Financements du FTES et services instructeurs) dans ce nouveau contexte ;

- La mise en œuvre opérationnelle du PO 2014-2020, sous l'autorité de la Région Guadeloupe avec le lancement de la programmation au cours de second semestre 2015 ;

- La signature et la mise en œuvre opérationnelle du CPER 2015-2020.



Rencontre de la sécurité Routière - Lycée Aron - 2014

Logement et Construction (LC)

Le service Logement-Construction localisé sur 3 implantations a pour objectifs :

L'amélioration qualitative et l'accroissement du parc de logement avec :

- *une unité qui promeut l'accession à la propriété et développe l'amélioration de l'habitat des propriétaires occupants et des propriétaires bailleurs,*
- *une unité qui programme la réalisation de logements locatifs sociaux,*
- *une unité qui veille au respect des règles relatives à la qualité et à l'accessibilité du bâti,*
- *une unité engagée dans la résorption de l'habitat indigne et la revitalisation des centres urbains.*
- *une unité de coordination administrative et gestion financière*

L'élaboration et la promotion d'une stratégie en matière d'habitat qui s'appuie sur une bonne connaissance du territoire guadeloupéen, avec une unité chargée de la politique du logement et de la construction.

Le service mène aussi une action au profit des services de l'État avec les unités soutien à la politique immobilière de l'État et Constructions publiques.

Son principal enjeu est la gestion de la ligne LBU (BOPI23 de l'outremer, action1) qui en moyenne représente 60M€ par an, 1500 logements construits et des opérations de résorption de l'habitat insalubre.

Faits marquants en 2014

Installation des agents dans les locaux de Jardin botanique et lancement du chantier de St Phy. Livraison des locaux destinés à l'activité programmée autour du lamantin pour le compte du Parc national de Guadeloupe. Poursuite des travaux de construction au profit des autres administrations (DJSCS, CREPS, CROUS...)

Optimisation énergétique du site de Dothémare qui, avec une consommation inférieure à 100 kWh/m²/an, est un bâtiment performant pour nos latitudes.

Réalisation d'une carte de géolocalisation pour 137 immeubles de bureaux pour fiabiliser la connaissance du parc immobilier de l'Etat.

Parc locatif social (parc des bailleurs publics) : 3333 logements subventionnés dont 1453 logements neufs et 1292 logements en réhabilitation. Sur les 1453 logements neufs, 575 se situent sur l'agglomération pointoise dont 413 sur les périmètres ANRU. Le total des subventions accordées pour le secteur locatif social atteint 41,5 M€ et représente 251 M€ de travaux.

La progression de l'accession très sociale en secteur diffus, amorcée depuis 2012, se confirme, avec 17 logements (LES) financés. Cependant, pas de projets de LES groupés en secteur RHI, du fait des difficultés de bouclage financier.

Le nombre de logements améliorés (parc privé) continue la régression entamée en 2013, l'inadéquation des paramètres de financement limitant fortement le nombre de dossiers sub-

ventionnés.

L'action en matière de lutte contre l'habitat insalubre se poursuit, elle mobilise 11 M€ en 2014, pour un investissement public global de 14M€. Année marquée par un travail partenarial d'analyse du territoire, tant pour délimiter de nouveaux périmètres d'habitat indigne à traiter, que pour préparer le zonage de la nouvelle politique de renouvellement urbain, ou actualiser la liste des quartiers à cibler par la politique de la ville. Montée en puissance du Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne : augmentation des signalements traités et actions de formation à l'attention de l'ensemble des acteurs.

Confortement de la mission de contrôle du respect des règles de construction avec un accent particulier porté sur la Réglementation Thermique de Guadeloupe (RTG) et la thématique parasismique au niveau des maisons individuelles. Formation des agents des unités Constructions Publiques et qualité de la Construction à la RTG en septembre 2014.

Participation, avec l'ADEME, la Région et EDF à la déclinaison locale du Plan



Grignotage de la Tour St-Phy - 2014



Travaux de reconstruction de St-Phy - 2014

de Rénovation Energétique de l'Habitat (PREH).

Outre le travail d'accompagnement des acteurs sur des thématiques techniques (matériaux biosourcés, amiante, simplification normative) et le pilotage de la labellisation « Reconnu Garant de l'Environnement », la mission de prévention des gîtes larvaires entreprise pour mettre fin à l'épidémie de Chikungunya est à souligner.

La mise en place des intercommunalités a entraîné une mise à jour des données et analyses, désormais disponibles à cette nouvelle échelle. Fiabilisation et appropriation du dispositif national d'enregistrement et de traitement de la demande de logement social par les acteurs locaux. La connaissance du besoin sur le territoire s'en trouve affinée et davantage partagée.

Perspectives pour 2015

Les chantiers de construction se poursuivent, tant pour la Déal (St Phylippe, préparation de l'extension du parking de la DEAL à Dothémare) que pour les autres administrations, à noter une participation active à l'accueil des champions guadeloupéens avec la livraison et l'équipement mobilier du pôle hébergement et du pôle restauration du CREPS. Extinction progressive de l'activité de la cellule CP compte tenu de la suppression au niveau national (y compris les DOM-COM) de la mission de conduite d'opération ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Pilotage du travail partenarial de préparation des agendas d'accessibilité programmée : audit d'une centaine de bâtiments de l'Etat accueillant du public sur l'ensemble du territoire de la Guadeloupe pour un programme de travaux, estimé à près de 2,5M€, à mettre en oeuvre d'ici fin 2024.

Programmation de 1500 logements locatifs so-

ciaux neufs en 2015.

45 dossiers en accession sont programmés pour 2015 représentant un montant de 1,5 M€, dont 15 en diffus et 30 en groupé, ce qui laisse espérer un retour à un niveau de production plus satisfaisant. L'aide à l'accession à la propriété et à l'amélioration du parc privé continue à mobiliser une dizaine de millions d'Euros. Une opération programmée d'amélioration de l'habitat (Opah) sera engagée sur le centre ancien de Pointe à Pitre.

L'effort de résorption de l'habitat indigne est maintenu, avec une orientation plus marquée vers un travail mobilisant tous les acteurs de l'aménagement pour faire de ces opérations un levier d'amélioration de la qualité de vie en ville, en lien avec l'effort de revitalisation des centres. Le Pôle départemental de lutte contre l'habitat indigne sera un instrument important de ce travail partenarial.

A noter l'engagement de la CASBT dans l'élaboration de son Plan intercommunal de Lutte contre l'Habitat indigne (PILHI).

Poursuite de la mission de contrôle du respect des règles de construction, enrichie de problématiques nouvelles (termites et gîtes larvaires).

Collaboration au travail de formation des professionnels (finaliser la labellisation RGE, parasismique) et préparation, en partenariat, de documents synthétiques de vulgarisation des savoirs-faire techniques (guide multi thématiques « bien construire sa maison » et un zoom « bien construire en maçonnerie chaînée »)

Le travail d'imprégnation en matière de politique se poursuit, avec un appui soutenu à l'élaboration du programme local de l'habitat (PLH) de Cap Excellence, premier PLH en mode Grenelle de Guadeloupe.



Mission Développement Durable et Évaluation Environnementale (MDDEE)

Carrière Gourbeyre

La Mission Développement Durable et Évaluation Environnementale répond au besoin de doter la DEAL d'une structure chargée d'évaluer les politiques publiques et d'impulser les actions relatives à la mise en oeuvre de la nouvelle Stratégie Nationale de Transition Ecologique vers un Développement Durable (SNTEDD)

La mission comprend 3 pôles d'activités :

- *Évaluation Environnementale*
- *Information environnementale*
- *Promotion du développement durable*

1 - Pôle Évaluation environnementale.

Le bilan de l'année 2014 se singularise par le recul du nombre de dossiers traités au titre du cas par cas (25) et à contrario, par l'augmentation du nombre d'avis rendu au titre de l'évaluation environnementale (18), singulièrement pour les plans et programmes (PGRI, SDAGE, FEDER, FEADER, PLU).

La répartition et le nombre de dossiers instruits (51) en 2014 a évolué depuis l'année précédente du fait :

- de l'application du décret n°2013-1030 du 14/11/2013 qui dispense d'examen au cas par cas les défrichements d'une surface inférieure à 0,5 ha.
- de l'adoption par le CRFPF (Commission Régionale de la Forêt et des Produits Forestiers) en 2014, de la doctrine sur le défrichement proposée par la DAAF ;
- et de la finalisation des nouveaux programmes opérationnels européens et du CPER 2014-2020.

Le bilan de l'activité de l'autorité environnementale en 2014:

http://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/bilan_activite_EE_2014-light.pdf

Pour 2015, en l'état actuel de la réglementation, le pôle EE prévoit une stagnation du nombre de dossiers reçus au titre du cas par cas, mais une augmentation du nombre de plans et programmes, singulièrement les PLU, instruits au titre des avis de l'AE et des cadrages préalables. A ce titre, l'accompagnement des communes se poursuivra notamment à travers l'organisation d'une session de formation et d'information de leurs services

techniques et des bureaux d'études sur la procédure d'évaluation environnementale.

2 - Pôle Développement Durable.

Le pôle "promotion du développement durable" s'est engagé dans la poursuite de l'animation du territoire en participant activement à des manifestations particulières en 2014 :

- La "8ème Conférence Internationale sur les Plantes Médicinales et Aromatiques" (CIPAM). La DÉAL a participé au Comité de Pilotage et au Comité scientifique en tant qu'expert-biodiversité et contribue financièrement compte tenu de l'enjeu particulier de mise en valeur de la biodiversité outre-mer et des sujets abordés (biodiversité, économie circulaire...)

- Les Rencontres Territoriales des Antilles-Guyane (RTAG) portées par le CNFPT : action inter DOM visant à aborder les transitions des territoires en mutation (valorisation des métiers et des compétences liés à la transition écologique et énergétique).

- Les Journées de l'entreprise – organisées annuellement par l'Ordre des experts comptables, avec pour objectifs de rapprocher deux sphères : Entreprise et Université : Ateliers transition écologique, recherche et développement, économie circulaire, prospective. Participation au financement et intervention en ateliers sur la transition écologique.

- La mobilisation citoyenne dans le cadre du programme de lutte contre l'épidémie de chikungunya, en partenariat notamment avec l'ARS et de nombreuses communes.

En outre le pôle a participé à la structuration de réseaux :

- Projets Territoriaux de Développement Durable/Agenda 21 (Abymes, Morne-à-l'Eau) : participation financière, appui technique et suivi des décisions du comité de pilotage.

- Participation au Groupe d'appui local dans le cadre de la mise en œuvre des PEDTs (projets éducatifs territoriaux).

- Activation du réseau territorial développement durable - le Predd : Pôle Régional de l'Environnement et du Développement Durable regroupant les services de l'Etat et les Établissements Publics. Il fournit un éclairage stratégique et des éléments d'orientation pour une politique partagée de l'Etat.

- les associations de l'environnement en partenariat étroit avec la DJSCS: accompagnement pédagogique, technique et financier à leur programme d'actions, soutien à la formation ("Certificat de formation à la gestion associative

CFGA").

- le concours entreprises-Environnement : concours national qui récompense au salon Pollutec des entreprises ayant à leur actif des réalisations remarquables dans les domaines de l'environnement, de la biodiversité et du développement durable, participant ainsi à la transition écologique : 10 entreprises locales se sont portées candidates.

- le réseau régional de l'innovation (RRI) : dont l'objectif est de mettre en place une veille stratégique afin d'éclairer et inciter les entreprises à investir dans les domaines de l'innovation (procédés, design, SME...). Il est essentiel de travailler sur tous les procédés permettant d'économiser les ressources naturelles: les techniques de production de 2030 se décident aujourd'hui.

Transition écologique

Le pôle il s'est également employé à mettre en place la déclinaison sur le territoire des mesures issues des conférences environnementales 2012 et 2013 ; (lettres de cadrage 1° ministre). Cela s'est traduit par des rencontres avec les services déconcentrés et les établissements publics pour mettre en résonance les mesures nationales avec le territoire, puis la synthèse des contributions a été présentée.

Sensibilisation, accompagnement et formation à la SNTEDD 2014-2020 (rôle d'ambassadeur). Amener sur le terrain la stratégie de la transition écologique par une démarche importante de sensibilisation... En mai 2014 s'est tenue une session de formation des commissaires enquêteurs (animée par MDDEE). D'autres actions de formation et de sensibilisation doivent s'étendre sur toute la période 2015-2020....

Économie verte

Nouvelle orientation du Pôle DD : « économie circulaire » élément central de la conférence environnementale 2013 et présent dans la SNTEDD 2014-2020. Dans son axe 2, elle invite les territoires à se mobiliser et à s'engager dans une voie sobre en carbone par l'adoption de



Interview - 2014

suite...

(MDDEE)

Canal de Grande-Terre

nouveaux modes de production, d'échange et de consommation, et par la mise en place d'une nouvelle politique industrielle et agricole.

Elle invite également la collectivité régionale à se doter d'une stratégie régionale de l'économie circulaire.

Il s'agit de mettre en œuvre au niveau régional des actions de la SNTEDD dans les activités de l'économie (verte, industrielle, fonctionnelle...), des achats publics,

Le pôle doit se consolider pour accompagner les mutations sociales et économiques de la transition écologique.

En Guadeloupe, les initiatives pionnières foisonnent et les idées ne manquent pas. La démonstration est faite par la mise en place de nouveaux outils de collecte, de traitement, de développement des filières de recyclage...

Le concept de l'« économie circulaire » trace sa voie et fait l'objet de démarches expérimentales. Le SYVADE et Sita Verdé¹ en sont des exemples.

Mais l'ampleur des enjeux à venir exige de sortir de cette phase d'initiation pour engager des actions fortes dans un contexte renouvelé par la recomposition de la carte géopolitique (nouvelles intercommunalités, compétences transférées...). Un élan collectif est indispensable à l'essor de l'économie circulaire, c'est pourquoi, il est nécessaire de passer à une phase plus opérationnelle en organisant une action particulière pour une meilleure appropriation de ce concept par tous les acteurs concernés (collectivités, associations, entreprises, établissements publics...). A cet effet, un éco-séminaire est programmé pour le mois de juin 2015 dans le cadre de la semaine européenne du développement durable.

Perspectives 2015

Domaine de l'économie verte

- Dans la perspective d'une mobilisation COP21, organisation d'un séminaire sur les nouvelles formes d'économies en partenariat avec le CGDD,
- Séances d'animation et de sensibilisation à l'économie circulaire : collectivités, entreprises, associations...

- Aide à la réalisation de projets d'écologie industrielle et territoriale : accompagnement en expertise et en financement,

- contribution au réseau national

- Engager réflexion sur intervention Céréma pour étude du métabolisme industrielle de Jarry

Domaine des projets territoriaux de développement durable

- développement du réseau

- soutien en financement, élaboration, évaluation, mise en œuvre avec les collectivités.

Autres Domaines

- Déclinaison et Animation locale de la SNTEDD 2014-2020 :

- Ateliers, séminaires, Journal TV transition écologique vers le développement durable

Partenariat Sekoya (Dans le cadre de la transition énergétique, production d'une série TV dédiée au DD régional. Objectifs : informer le grand public. Espace d'expression et d'information acteurs institutionnels).

Prise en compte de sujets émergents :

- économie circulaire, écologie industrielle territoriale, Responsabilité sociale des entreprises

- concours national entreprises-environnement.

3- Pôle Informations-données environnementales.

Après l'édition du « Profil environnemental de la Guadeloupe », les chiffres clés de l'environnement ont pu être finalisés et également mis en



Port Autonome

ligne sur le site de la DÉAL.

Ce document traite des thématiques suivantes : Cadre de vie ; Eau; Biodiversité ; Énergie; Ressources : espaces ruraux et maritimes; Pollution et déchets; Risques.

Deux sources ont été mobilisées pour produire les données renseignées dans le cadre de cet état de l'environnement 2013 :

◆ «à dire d'expert», par demande directe aux acteurs locaux

◆ par le biais d'extractions issues de la base de données EIDER (élaborée par le service « Observation & statistiques » (SoES) du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie) ou de l'INSEE.

Le territoire concerné est celui du département de l'archipel Guadeloupe. Les informations relatives à la Collectivité de Saint-Martin ne sont pas prises en

compte, ce qui n'était pas toujours le cas jusqu'à présent, rendant difficile toute comparaison.

Le Système d'Information Documentaire de l'Environnement (SIDE), accessible en ligne, continue d'être alimenté régulièrement. Il comptait au 31 décembre 2014, 794 notices en lignes.

Portail du réseau SIDE Région Guadeloupe:

<http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/medias/medias.aspx>

INSTANCE=exploitation&SITE=11

Avec l'appui du réseau métier « documentation », cette activité devrait monter en puissance en 2015.

Par ailleurs, à l'instar des démarches déjà engagées au niveau national ou régional, les « indicateurs du développement durable de la Guadeloupe » seront finalisés et publiés en 2015 en collaboration avec l'INSEE.



Route du rhum 2014

Risques Énergie Déchets (RED)

Faits marquants en 2014

Pôle risques technologiques ICPE

La mise en œuvre effective des mesures du plan de prévention des risques technologiques de la pointe Jarry, approuvé en septembre 2011, s'est poursuivie : un premier délaissement a pu être mené à son terme, trois autres procédures ont été engagées. Rappelons que le délaissement est un droit ouvert dans 4 secteurs de la zone réglementée et qu'il permet aux propriétaires des biens exposés aux risques de quitter la zone et de bénéficier pour ce faire d'une indemnisation.

La centrale EDF PEI de la Pointe Jarry, a débuté dès mi-2014 sa mise en service. Parallèlement, l'ancienne centrale de Jarry Nord a été progressivement mise à l'arrêt : les 8 anciens moteurs datant de 1982 ont laissé place à 12 moteurs moins polluants car munis en particulier d'un dispositif de traitement des oxydes d'azote (NOx). L'ancienne centrale EDF de Jarry Nord était l'un des dix plus gros émetteurs nationaux de NOx. En matière d'installations de traitement de déchets, une unité nouvelle dédiée au traitement et à la valorisation des

sous-produits animaux a été autorisée le 25 novembre 2014 : cette unité, actuellement en construction, devra permettre de traiter jusqu'à 21 t/j de déchets et sous-produits animaux. Un 5e centre dédié au recyclage des véhicules hors d'usage (VHU) a été enregistré et agréé à Basse-Terre. De faible capacité (500 VHU par an) ce centre, seul centre agréé du sud Basse Terre, complète la couverture du territoire. Parallèlement, dans le cadre de la lutte contre les maladies vectorielles et afin de lutter contre l'abandon des véhicules dans la nature, une campagne de communication a été menée à destination du grand public (stand commun avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), rédaction et diffusion de plaquette).

Pôle risques naturels

L'année 2014 a permis la validation par la Commission Mixte Inondation du plan d'action et de prévention des inondations (PAPI) des grands fonds sur les six communes des Abymes, de Pointe-à-Pitre, de Morne-à-l'Eau, du Gosier, de Sainte-Anne et du Moule. La large concertation avec les collectivités et le travail de pédagogie menés par le pôle ont permis d'atteindre cet objectif ambitieux.

Le pôle a élaboré le cahier des charges pour la révision de l'ensemble des plans de préventions des risques naturels (PPRN) de Guadeloupe (hormis celui de Petit-Bourg en cours).

L'apport de l'évaluation des PPRN actuels réalisée en 2013 a permis de

Le service risques énergie déchets (RED) a en charge l'ensemble des activités liées à la prévention des risques technologiques (accidents, pollutions et rejets chroniques, ...) et des risques naturels (séismes, inondations, ...) ainsi que l'ensemble des thématiques liées à l'énergie, le climat et la sécurité des véhicules.

Le service est composé de trois pôles :

- le pôle risques technologiques ICPE
- le pôle risques naturels
- le pôle énergie climat véhicules



choisir une méthodologie qui permettra une meilleure compréhension et intégration par les guadeloupéens de cette thématique.

Pôle énergie climat véhicules

L'année 2014 a été marquée par le début de l'instruction de la demande de permis exclusif de recherche de gîte géothermique dit permis de Vieux Habitants.

Le pôle par son investissement auprès de GWAD'AIR a permis le renouvellement de l'agrément ministériel de cette association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air (AASQA) par la Direction Générale de l'Energie et du Climat (DGEC)

Le pôle a instruit les demandes de Déclaration d'Utilité Publique et approbation du poste de transformation 63 kVa sur le territoire de la commune de Trois-Rivières qui vise à sécuriser l'approvisionnement électrique du Sud Basse-Terre.

Perspectives pour 2015

Pôle risques technologiques ICPE

L'année 2015 devrait voir le lancement des procédures d'autorisation de nombreux projets (plus d'une dizaine): citons notamment l'instruction ICPE du projet de centrale thermique de Marie-Galante, projet annoncé depuis 2006 et qui permettra à la sucrerie de l'île de mettre à l'arrêt ses chaudières obsolètes, l'extension du site AER au Lamentin qui sera modernisé pour traiter prochainement les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) non seulement de la Guadeloupe mais aussi de la Martinique ainsi que l'instruction de projets éoliens en Grande Terre et à Marie Galante sont également attendus.

Le pôle suivra en liaison avec les collectivités majeures la révision des plans

déchets : le PPGDND (ex PDEMDA) et le PPGDD (ex PREGEDD).

Les travaux de réhabilitation des anciennes décharges brutes se poursuivront : des actions de police seront mises en œuvre afin que les sites non encore réhabilités fassent l'objet de travaux.

Dans le cadre des actions nationales, le pôle poursuivra les actions de lutte contre les activités illicites en matière de VHU et carrières ainsi que la vérification de la conformité réglementaire des pressings utilisant du perchloréthylène

Pôle risques naturels

Les marchés pour la révision des PPRN vont être lancés en 2015 ainsi que la cartographie en ligne des PPR actuels. La mise en œuvre du PAPI des grands fonds qui a été labellisé fin 2014 sera effective en 2015

En 2015 sera approuvé le plan de gestion des risques d'inondations et seront lancées les stratégies locales de gestion du risque inondation sur deux territoires à risques d'inondations importants (TRI)

Pôle énergie climat véhicules

L'année devrait voir le lancement de l'élaboration de la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie de Guadeloupe. Le pôle assurera l'instruction des procédures administratives liées à la création de la ligne électrique souterraine 63 kVa JARRY-CAPESTERRE.

Cette année devrait être également marquée par l'organisation de la conférence du FACE et par le passage en commission des mines de la demande de permis exclusif de recherche de gîtes géothermique dit permis de Vieux Habitants.



Ressources Naturelles (RN)

Mangrove

Le service Ressources Naturelles de la DéAL est en charge des missions relatives à la connaissance, la protection et la valorisation de l'eau et de la biodiversité, ainsi que la coordination interministérielle des polices de l'environnement.

Ses missions prioritaires :

- **animer** la politique de l'eau dans le bassin et mettre en œuvre le SDAGE;
- **exercer** les polices de l'eau et de la nature;
- **contribuer** au maintien des continuités écologiques et à la prise en compte de l'environnement dans l'aménagement du territoire;
- **coordonner** les polices de l'environnement;
- **ingénierie financière** des politiques de l'eau et de la biodiversité

■ Police de l'environnement

La coordination des polices de l'environnement assurée par la DéAL a permis d'opérer un suivi régulier de la mise en œuvre du plan de contrôle interservices triennal. Le plan de contrôle 2014-2016 a été finalisé et validé par le comité stratégique de la mission inter-services de l'eau et de la nature (MISEN) présidé par la préfète le 30 octobre 2014.

Des dossiers majeurs ont marqué l'année 2014 et largement mobilisé la DéAL : la résorption du contentieux relatif à la directive européenne « eaux résiduaires urbaines » (ERU), le projet d'extension du port de Jarry autorisé en juillet 2014, etc.

Le classement des cours d'eau au titre de l'article L214-17-1 du code de l'Environnement afin d'assurer la continuité écologique s'est achevé par la signature le 27 novembre 2014 des deux arrêtés définissant la liste des cours d'eau à préserver en l'état (liste 1) et celle des cours d'eau à aménager pour restaurer la continuité écologique (liste 2).

■ Planification et DCE

Les travaux de révision du schéma direc-

teur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) se sont poursuivis. Lors de sa réunion du 14 novembre 2014, le comité de bassin a ainsi pu adopter l'état des lieux révisé des masses d'eau du district de Guadeloupe, approuver le projet de SDAGE 2016-2021 et son évaluation environnementale et donner un avis favorable au projet de programme de mesures (PDM) associé.

La consultation simultanée sur les projets de SDAGE et de plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) a débuté le 19 décembre 2014, pour une durée de six mois.

Le suivi des démarches de protections de captages et des plans « Chlordécone III » et « Ecophytos » s'est par ailleurs poursuivi.

■ Gestion de la ressource en eau et hydrométrie

Le Plan de Sécurisation de l'Alimentation en Eau Potable (PSAEP) de Guadeloupe 2014-2016, initié par la préfecture et coordonné par la DéAL, a été validé le 1er septembre 2014 par les Collectivités qui en assurent la mise en œuvre avec l'appui des services de l'État.

Basé sur un diagnostic partagé et précis des équipements défectueux, il liste des investissements prioritaires pour améliorer structurellement et durablement l'AEP (montant prévisionnel avoisinant 90 M€, dont 22 M de travaux d'urgence).

En 2014, le réseau hydrométrique a été étendu avec la mise en service d'une dixième station, implantée à Sainte Rose. Les conditions du carême 2013 ont nécessité la prise de quatre arrêtés de restrictions d'usages.

■ Biodiversité marine

L'année 2014 a été marquée par de nouveaux échouages massifs de Sargasses sur le littoral guadeloupéen notamment dans les îles du sud, qui a nécessité une surveillance aérienne et des préconisations aux communes pour le ramassage et le stockage des algues, dans le cadre d'un comité de suivi mis en place par la préfecture.

Les actions de lutte contre le poisson lion se sont poursuivies sur le mode du volontariat et une conférence de presse a été organisée pour promouvoir la consommation de ce poisson.

Le projet de réintroduction du lamantin porté par le PNG n'a pas pu être concrétisé cette année mais la période a été mise à profit pour finaliser les procédures réglementaires instruites au sein de la DÉAL. L'opération est reportée.

■ Biodiversité terrestre

La DÉAL a contribué à la préparation et au déroulement de la Conférence internationale Biodiversité et Changement climatique qui s'est conclue sur « le message de la Guadeloupe ».

Elle a également engagé une réflexion avec les acteurs locaux pour la préfiguration de l'Agence française de biodiversité et sa future déclinaison en outre-mer.

En matière de connaissance, le premier Atlas de biodiversité communal a vu le jour à Bouillante, tandis que la Guadeloupe s'est dotée d'un Livre rouge des plantes menacées aux Antilles françaises.

■ Financements Eau et Biodiversité

L'année 2014 marque la clôture du PO FEDER et du CPER 2007-2013 dont les montants programmés sur les projets biodiversité s'élèvent à :

5 782 388€ de FEDER

2 596 353€ de CPER

L'année a aussi été marquée par la préparation des programmations 2014-2020 pour le FEDER et le CPER.

En matière d'eau potable et d'assainissement, six opérations ont par ailleurs été programmées en 2014 (deux en AEP et quatre en assainissement). Leur coût total est de 13 M€ dont 7,6 M€ de FEDER.



Héron vert ou kio

Service Opérationnel de Conseil et d'Appui (SOCA)

Le Service Opérationnel de Conseil d'Appui a pour mission d'assister les collectivités en matière d'application de droit du sol et de les conseiller pour le montage de projets d'aménagement. Il assure également les missions d'État en matière d'application du droit des sols (fiscalité de l'aménagement, instruction des permis État), de portage des politiques d'accessibilité, de lutte contre les constructions illicites et de police de l'affichage publicitaire.

Il se compose :

d'un pôle ADS comprenant les unités ADS de Grande Terre et de Basse Terre
des unités :

- *Affichage Publicitaire et Lutte contre les Constructions Illicites (APLCI)*
- *Accessibilité et Sécurité des Établissements Recevant du Public (ASERP)*
- *Actions Territoriales Transversales (ATT)*

de la mission territoriale de MG

et de 3 chargés de mission Nouveau Conseil aux Territoires (NCT)

Faits marquants en 2014

■ Polices :

En matière de lutte contre les constructions illicites, 9 procès-verbaux ont été dressés en 2014 (cinq procès verbaux d'urbanisme et quatre procès-verbaux de grande voirie). Conformément à la stratégie préfectorale, se sont rajoutés en 2014 les contrôles terrain en matière de consommation des espaces agricoles (suivi des avis défavorables de la CDCEA). Trente-cinq contrôles ont été effectués par l'unité, un procès-verbal d'urbanisme a été établi suite à ces contrôles (commune de Sainte-Rose). La formation à la lutte contre les constructions illicites a été dispensée à trois agents de la commune de Goyave. En matière d'affichage publicitaire, 83 procès-verbaux ont été dressés en 2014, contre 31 en 2013. A noter qu'une tournée de verbalisation de trois jours du 15 au 17 décembre 2014 a été effectuée sur la commune de Petit-Bourg avec les agents en charge de l'animation de l'affichage publicitaire.

■ Accessibilité :

Le dernier trimestre a été marqué par la fin de la participation aux commissions de sécurité des ERP, hormis les commissions d'ouverture pour les établissements des catégories 1 à 3.

Au total, l'unité en charge de l'accessibilité a étudié 150 dossiers des catégories 1 à 5, et a participé à 83 commissions au titre des grands rassemblements (sportifs ou culturels) et à 306 commissions de sécurité (dont 112 pour des ERP de 5ème catégorie). Pour l'accessibilité des espaces publics, sur les 10 communes qui avaient délibéré pour élaborer leur plan d'accessibilité (PAVE), une seule, Baie-Mahault, a avancé activement sur son PAVE.

■ Transversalité :

Le service a animé les instances de préparation des décisions interservices sur les dossiers d'aménagement (« Ateliers DÉAL ») et de partage d'informations communales (système de suivi territorial). Il a aussi assuré du pilotage de dossiers transversaux structurants (reconstruction du Centre Hospitalier Régional, cohérence des projets dans la zone de Perrin...), certains étant évoqués en atelier DÉAL (telle le futur barrage de Germillac ou les plages du programme OCEAN de la Région). L'unité de Marie Galante relaye localement par ailleurs les politiques portées par l'ensemble des services de la DÉAL dans leurs champs de compétence respectifs.

■ Droit des sols ADS :

La mise en œuvre de la nouvelle fiscalité de l'urbanisme s'est poursuivie en



2014 (3800 dossiers environ ont été taxés sur l'ensemble des communes de la Guadeloupe, représentant un montant liquidé de taxe d'aménagement et de redevance pour archéologie préventive d'environ 5,2 M€).

De plus, l'animation des clubs des communes autonomes a continué avec 2 réunions en 2014.

Globalement l'activité en application du droit des sols a concerné environ 2500 dossiers (dont 30 % de permis de construire ou d'aménager) dans les 18 communes bénéficiaires de l'appui de la DÉAL pour l'instruction des actes d'urbanisme. Par ailleurs 9 demandes de permis de construire relevant de la compétence de l'Etat (administrations de l'Etat ou production d'énergie) ont été instruits dans le service.

Les premières conventions de transition de l'ADS ont été signées avec les communes devant reprendre l'instruction à compter du 1er juillet 2015. Les premières formations ainsi que l'accompagnement ont démarré en fin d'année.

■ **Fin de l'ingénierie de Solidarité et Nouveau Conseil au Territoire :**

L'ensemble des agents concernés par la fin de l'ATESAT ont été repositionnés en interne DÉAL au 1er juillet 2014. Durant le premier semestre, les dossiers en

cours (tableau de classement des voiries communales) ont été finalisés.

3 agents ont été repositionnés sur le NCT. La fin de l'année a permis à ces agents de participer au séminaire national, de bâtir une stratégie locale et de démarrer leur mission d'appui aux collectivités pour des projets structurants (ex : AMI centre bourg).

L'ensemble des agents ont été repositionnés

Perspectives pour 2015

■ **Polices**

En matière de lutte contre les constructions illicites, les communes de Pointe Noire, Deshaies et Goubeyre sont intéressées par la signature de conventions de transfert de compétences dans le même cadre qu'à Goyave.

En affichage publicitaire, 83 procès-verbaux ont été dressés en 2014 contre 31 en 2013. 2015 devrait voir le nombre de PV encore augmenter. De plus, le lancement des premières élaborations de règlements locaux de publicité s'annonce (Baie Mahault par exemple).

■ **Accessibilité :**

2015 sera l'année de mobilisation autour des agendas d'accessibilité programmée pour les ERP existants : com-

munication, partenariats, information, et début de l'instruction notamment dans la foulée de la date limite de dépôt (26/09/2015).

■ **Droit des sols ADS :**

La mise en œuvre de la loi ALUR implique le transfert de l'instruction des actes d'urbanisme à l'ensemble des 18 communes pour lesquelles la DÉAL instruisait les actes jusqu'à présent. Les enjeux sont essentiellement liés à l'accompagnement de ce transfert par le pôle ADS (conventions de transition, accompagnement concret des communes, animation du réseau métier).

Dans le même temps, la fiscalité va entrer petit à petit en rythme de croisière avec une consolidation de l'application ADS2007 et un rattrapage de la taxation des années antérieures.

■ **Transversalité et NCT :**

Les chargés de mission NCT vont pouvoir suivre les modules de formation NCT prévus par les CVRH. Des contacts plus pro-actifs vont être pris avec les collectivités pour une veille opérationnelle sur les projets structurants.

L'unité suivra toujours le SST et la fréquence des ateliers DÉAL va passer à une fois par quinzaine, conformément aux attentes du CODIR sur l'ensemble des dossiers transversaux.

Secrétariat Général (SG)

Le Secrétariat Général est le service support au service des services de la DÉAL afin de leur permettre d'assurer leurs missions dans les meilleures conditions. Outre le bureau administratif, le Secrétariat Général est composé de 9 unités ou entités réparties en 2 pôles : le pôle Ressources Humaines et le pôle Logistique.

Faits marquants en 2014

► Poursuite de la mise en œuvre des dispositions de fonctionnement unifiées de la DÉAL en produisant les notes d'organisation par thème (véhicule, logistique, entretien des bâtiments, commande publique, gestion du temps, réseau unifié).

► Réalisation des regroupements des services de la Basse-Terre dans les nouveaux bureaux de Circonvallation commune de Basse-Terre en Juin 2014.

► Renforcement du dialogue social par les réunions du CTP et du CHSCT ainsi que les réunions mensuelles avec les organisations syndicales.

■ En matière budgétaire

■ Engagement : 4 361 359€ ont été engagés sur les 6 BOP régionaux (BOP 113, 135, 181, 203 207 et 217 HT2) et 40 665 752€ sur les 4 BOP centralisés (BOP 123-D971, BOP 174-CLIM, BOP 217CGDD, BOP 0723-CEED).

■ Paiement : 4 663 475€ ont été consommés pour les 6 BOP régionaux, soit 2 070 factures mandatées, concernant les 4 BOP centralisés, 682 factures ont été mandatées.

■ Délai global de paiement : Le moyen délai global moyen de paiement a été abaissé à 22 jours.

Un bon point pour les BOP 203 (7,05 pour 43 DP) et le BOP 123 (14,89 pour 605 DP).

Néanmoins le BOP 174-CLIM a dépassé le délai des 30 jours soit 49,19.

Diminution des dotations du budget de fonctionnement (BOP 217 HT2) qui a généré 250 000€ de dettes à reporter sur l'exercice 2014.

Objectif 2015 : Poursuivre la diminution du délai global de paiement.

Ainsi, pour limiter les délais de traitement et les éventuelles erreurs dans la transmission des bons de commande chorus aux fournisseurs, il a été décidé que les services prescripteurs effectueront eux-mêmes l'envoi de ces documents.

■ En termes de Ressources humaines

5 arrivées d'agents par voie de mutation à raison de 4 personnels d'encadrement (catégorie A) et 1 personnel d'encadrement intermédiaire (catégorie B)

■ 4 départs par voie de mutation (3 catégorie A et 1 catégorie B),

■ 3 départs par voie de détachement (1 catégorie A et 2 catégorie B)

■ 7 départs en retraite (3 catégorie B et 4 catégorie C)

En 2014, la balance entre les arrivées et les départs a été négative de 9 agents, atteignant ainsi la baisse moyenne annuelle cible ETP de l'ordre de 8 à 10 agents par an, soit 3%.

A ce jour, elle est gérée avec une forte anticipation permettant de réorganiser les structures impactées par les réformes (paye PSI en 2012, ADS en 2013 ...) sans créer de tensions excessives.

La gestion du personnel de la DM est assurée par la DÉAL avec un service employeur de proximité au sein de la DM depuis 2011.

■ L'effort de formation

Nombre de journées stagiaires 2014 : 763 journées dont 484 journées consacrées à la formation stratégique, 133 pour la préparation aux concours (PEC) et 46 journées pour la formation statutaire.

Les formations en Guadeloupe permettant une large participation DÉAL (formation/action) se sont développées par thème en 2014 : formations techniques spécifiques aux missions de



Ateliers - Saint-Phy

chaque ministère, informatique et management et gestion des conflits (interministériel).

- Nombre moyen de journées par agent : 2,3 journées par agent.

- Promotion par voie de concours (légère augmentation par rapport à l'année précédente : 8 admis en 2014, 7 admis 2013 et 16 en 2012).

- Catégorie A A+ : 1 admis pour 4 admissibles
- Catégorie B : 2 agents admis pour 7 admissibles
- Catégorie C : 5 agents admis pour 17 admissibles

Le nombre d'admissibles restent toujours très important en 2014 avec une très légère augmentation du nombre d'admis.

■ Le Dialogue social

Le comité technique s'est réuni deux fois et le CHSCT à trois reprises en plus des réunions mensuelles de concertation avec les OS.

Perspectives 2015

En matière de ressources humaines, les perspectives 2015 sont tendues, avec une interdiction de recruter en externe dans les catégories B et C en sur effectif. Les ajustements de structure seront poursuivis.

En 2015, l'accent sera mis sur l'amélioration des conditions de travail (dégradées sur les sites de la Basse-Terre du fait de la vétusté des bâtiments) et la poursuite de l'amélioration de la gestion du budget de fonctionnement qui a connu des résultats significatifs en 2014.



Circonvallation - Locaux provisoire



Locaux Provisoires - Circonvallation

DONNEES GENERALES GUADELOUPE

| POPULATION | | Guadeloupe | France (y/c DOM) |
|----------------|--|--------------|---------------------|
| | Nombre d'habitants (INSEE/RP 2011) | 404 635 | 64933400 |
| | part population française | 0,6% | |
| | Superficie en km2 | 1 628 | |
| | Densité de population : nombre d'habitants au km2 | 248,5 | |
| | Nombre de communes | 32 | |
| ECONOMIE ledom | | Guadeloupe | France |
| | taux croissance PIB en volume 2012 | 0,6% | 0% |
| | PIB par habitant en euros 2012 (provisoire) (INSEE) | 19 810 | 31076 |
| | taux inflation 2013 (en glissement annuel) | 0% | 0,9% |
| | taux chômage BIT 2013 (INSEE) | 26,2% | 10,2 % |
| | nombre DEFM A (y/c îles du nord) | 60 570 | |
| | Importations (en millions d'euros) (douanes) | 2 747,4 | |
| | Exportations (en millions d'euros) (Douanes) | 264,5 | |
| | taux couverture (= exportations/importations*100) | 9,6 % | |
| ENVIRONNEMENT | | | |
| | Nombre de sites classés (DAC) | 6 | |
| | Nombre de sites inscrits (DAC) | 4 | |
| | Superficie classée en réserve de biosphère (ha) (MNHN) | 247 040 | |
| | Nombre d'espèces protégées | 213 | |
| | Nombre d'espaces remarquables | 145 (L146-6) | |
| | Nombre de masses d'eau en bon état | 19 | |
| | Autorisations loi sur l'eau | 2 | |
| | Déclarations loi sur l'eau | 43 | |



| RISQUES | | | |
|---|--|------------------|--|
| | Nombre de PPRN approuvés | 32 | |
| | Nombre de PPR technologique | 1 | |
| | Nombre de plans particuliers d'intervention (PPI) | 1 | |
| INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) | | | |
| | Établissements autorisés : | 111 | |
| | dont carrières : | 26 | |
| | dont établissement relevant de la directive SEVESO : | 3 | |
| | Nombre de CLIC : | 3 | |
| | Nombre de sites pollués : | 27 | |
| HABITAT | | | |
| | Nombre de résidences principales (INSEE/RP 2011) | 166 297 | |
| | Nombre de logements sociaux locatifs (RPLS au 01/01/2013) | 31 637 | |
| | % logements sociaux locatifs /résidences principales (RPLS 2013/INSEE-RP 2011) | 19% | |
| ACTIVITE TRANSPORTS | | | |
| portuaire PAG | | | |
| | Trafic marchandises en t (Guadeloupe Port Caraïbes) | 3 316 107 | |
| | Passagers 2013 (Guadeloupe Port Caraïbes) | 980 424 | |
| Aérien POLE CARAIBES | | | |
| | Trafic passagers: nombre 2013 (aéroport Pôle Caraïbes) | 1 958 488 | |

INDICATEURS ACTIVITE DÉAL GUADELOUPE

| | | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|---|---------|---------|----------|----------|
| I. AIDES ETAT AU LOGEMENT | | | | | |
| 1.1 LOGEMENT – AIDES AU LOGEMENT SOCIAL | | | | | |
| logement locatif social | Logements sociaux livrés (financements années antérieures) | 1065 | 1446 | 1294 | 1964 |
| | Logements sociaux réhabilités (y compris parasismique) | 475 | 828 | 638 | 1292 |
| | Logements locatifs sociaux neufs financés dans l'année | 1 609 | 1 390 | 1 608 | 1 453 |
| | Crédits paiement en millions d'euros | 41,4 M€ | 31,2 M€ | 34,6 M€ | 30,57 M€ |
| | crédits engagés en millions d'euros | 48,3 M€ | 40,4 M€ | 39,7 M€ | 41,46 M€ |
| 1.1a - LOGEMENT – ACCESSION A LA PROPRIÉTÉ SOCIALE | | | | | |
| accession propriété sociale LES groupés | Nombre de logements financés | 34 | 49 | 11 | 0 |
| | Subventions accordées | 1,4 M€ | 2,4 M€ | 0,7 M€ | 0,06 M€ |
| accession propriété sociale LES diffus | Nombre de logements financés | 8 | 11 | 12 | 17 |
| | Subventions accordées | 0,2 M€ | 0,3 M€ | 0,3 M€ | 0,48 M€ |
| 1.1b - LOGEMENT – RHI (RESORPTION HABITAT INSALUBRE) | | | | | |
| | AP engagés (en millions d'€) | 10 M€ | 9,7 M€ | 9,5 M€ | 9,39 M€ |
| | CP dépensés (en millions d'€) | 10,3 M€ | 9,3 M€ | 8,8 M€ | 11,03 M€ |
| 1.2 LOGEMENT – AIDES AU LOGEMENT PRIVE | | | | | |
| propriétaires occupants : | Nombre de dossiers financés LBU | 507 | 522 | 441 | 365 |
| | Subventions accordées | 8,5 M€ | 8,7 M€ | 7,2 M€ | 6,08 M€ |
| propriétaires bailleurs : | Nombre de logements financés ANAH | 8 | 15 | 6 | 8 |
| | Crédits en millions d'euros | 0,4 M€ | 0,2 M€ | 0,1 M€ | 0,14 M€ |
| 1.3 SOUS TOTAL LBU (BOP 123 action 1) | | | | | |
| | crédits engagés en millions d'euros | | 61,8 M€ | 57,8 M€ | 58M€ |
| | crédits mandatés en millions d'euros | | 50 M€ | 53,1 M€ | 48,5M€ |
| 1.4 ANRU RÉNOVATION URBAINE | | | | | |
| | Subventions | 1,3 M€ | 55,4 M€ | 91,06 M€ | -2.54M€ |
| | Mandatements | 4,3 M€ | 21,6 M€ | 13,84 M€ | 12.63M€ |
| | Nombre de dossiers | 33 | 48 | 47 | 13 |
| II. TRANSPORTS | | | | | |
| NB Entreprises de transports de Marchandises | Transporteurs publics au registre | 561 | 583 | 581 | 560 |
| | Transporteurs publics en règle | 511 | 321 | 457 | 495 |

| | | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|---|--------|--------|-----------|------------------|
| NB Entreprises de transports de Voyageurs | Transporteurs publics au registre | 252 | 262 | 275 | 299 |
| | Transporteurs publics en règle | 224 | 150 | (c) | 198 |
| CONTROLES REALISES EN COORDINATION AVEC LES FORCES DE L'ORDRE SUR ROUTE : | | | | | |
| nombre de véhicules contrôlés | Marchandises | 369 | 417 | 303 | 351 |
| | Voyageurs | 169 | 180 | 135 | 121 |
| | PV dressés | 94 | 186 | 93 | 97 |
| nombre de véhicules pesés | Marchandises | 523 | 711 | 528 | 318 |
| | dont véhicules en infraction | | 254 | 142 | 96 |
| nombre de véhicules en infraction | Marchandises | 52 | 55 | 30 | 39 |
| | Voyageurs | 42 | 91 | 53 | 28 |
| nombre de véhicules sans infraction | Marchandises | 317 | 362 | 273 | 312 |
| | Voyageurs | 127 | 89 | 82 | 93 |
| nombre de certificats professionnelle délivrés | Marchandises < 3,5 T | 41 | 42 | 6 | 8 |
| | Marchandises + 3,5 T | 27 | 53 | 27 | 28 |
| | Voyageurs | 18 | 36 | 35 | 26 |
| | Commissionnaire | 6 | 14 | 9 | 19 |
| III. FONDS EUROPÉENS | | | | | |
| PO 2007-2013 | Nombre de dossiers programmés | 54 | 74 | 61 | 24 |
| | Montants (en millions d'€) | 150,8 | 129,8 | 100,9 | 126,1 coût total |
| ETAT-CPER 2007-2013 | Nombre de dossiers programmés | 13 | 14 | 20 | 8 |
| | Montants (en millions d'€) | 34,7 | 21,4 | 28,1 | 24,6 coût total |
| IV. ÉDUCATION ROUTIERE | | | | | |
| nombre de permis de conduire passés | A | 624 | 720 | (a) 769 | 635 |
| | B | 6 328 | 6 647 | (a) 6543 | 6 023 |
| | EC | 499 | 617 | (a) 611 | 648 |
| | ETG | 8 166 | 7 892 | (a) 8113 | 5 620 |
| | TOTAL | 15 617 | 15 876 | (a) 16036 | 12 926 |
| Taux de réussite au code : | Taux de réussite au code : | 50% | 51% | (b) 53 % | 52 % |
| | Taux de réussite Permis B : | 46% | 46% | (b) 48 % | 46 % |
| | Délai moyen attente examen conduite permis B (jours) | | 20 | (b) 80 | 60 |
| V. AMENAGEMENT | | | | | |
| ADS droit DES SOLS | | | | | |
| communes (Déal instruit 18 communes sur les 32) soit les communes moins 10000 hab | Nombre de permis de construire communaux instruits par la Déal | 1 188 | 869 | 855 | 749 |
| | Nombre de déclarations préalables communales instruites par la Déal | 684 | 556 | 610 | 531 |
| | Nombre de permis d'aménager instruits par la Déal pour communes | 28 | 19 | 28 | 29 |
| permis compétence Etat | Nombre de permis de construire Etat instruits par la Déal | 28 | 16 | 15 | 9 |

| | | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|--|---|-------------|--------------|-----------|---------|
| Montant des taxes liquidées | TLE des dossiers antérieurs au 1er mars 2012 | 1 989 394 | 1 039 823 | | |
| | TA des dossiers postérieurs au 1er mars 2012 | TA calculée | non liquidée | 2 087 838 | |
| | TA des dossiers postérieurs au 1er mars 2012 + Autres taxes (TDCAUE, TDENS, PVR, VSD, RAP) | | 1 767 664 | 617 722 | 5,176M€ |
| PLU plans locaux urbanisme | Nombre de PLU en cours d'élaboration | 29 | 28 | 28 | 24 |
| | Nombre de PLU arrêtés ou opposables | 1 | 2 | 3 | 7 |
| | Nombre de PLU en révision | 0 | 0 | 1 | 2 |
| | Nombre de réunions et avis hors instruction sur PLU en cours | | 29 | 40 et 14 | 35 |
| | Part population couverte par PLU à jour | | 24% | 28% | 36% |
| | Nombre de dossiers CDAC et CDACI instruits | 6 | 10 | 5 | 5 |
| | Nombre de notes d'observation DUP émises | | 12 | 10 | 7 |
| contentieux | Nombre de dossiers instruits | 50 | 46 | 26 | 18 |
| Domaine Public maritime | Surface gérée (ha) | 4 780 | 4 780 | 4 780 | |
| | Nombre d'AOT délivrés | 17 | 31 | 9 | |
| | Nombre d'avis sur les cessions de DPM 50 Pas | 395 | 608 | 1050 | |
| VI. EAU / BIODIVERSITÉ | | | | | |
| LOI SUR L'EAU : NOMBRE DE DOSSIERS INSTRUITS | Dossiers d'autorisation | 11 | 11 | 2 | 3 |
| | Dossiers de déclaration | 47 | 32 | 43 | 54 |
| Espèces protégées | Certificats CITES | | 109 | 90 | 122 |
| | Dérogations délivrées | 54 | 19 | 23 | 20 |
| ANIMATION COORDINATION | Nb de réunions de réseau (coordination polices environnement, MIPE, MISEN, STB...) | 1 | 3 | (d) 12 | 10 |
| APPUI AUX PORTEURS DE PROJETS | Nb de demandes de financement de projets structurants instruites (FEDER, ONEMA, CPER, OE, FEI, ...) | | | (e) 48 | 11 |
| VII. ESPACES NATURELS | | | | | |
| | Nombre de classements nouveaux (sites, réserves naturelles) | 1 | | | 0 |
| VIII. PREVENTION DES RISQUES | | | | | |
| | Nombre de PPR approuvés | 1 | 5 | 0 | 0 |
| | Nombre de PPR mis à l'enquête publique | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Plan Séisme : Nombre d'écoles primaires financées | 10 | 5 | 8 | 8 |

Légende

- (a) les données du 4ème trimestre 2013 concernant les permis de conduire ne sont pas encore disponibles, les chiffres ont été donnés au prorata des trois premiers trimestres de l'année 2013
- (b) ne concerne que les trois premiers trimestres de l'année 2013
- (c) donnée non consolidée, l'état du registre voyageurs ne permet pas de donner de chiffre même approximatif
- (d) En 2013 : 1MISEN stratégique + 7 réunions coordination polices environnement + 4 réunions STB ; entre 2011 et 2012, 4 réunions STB
- (e) 7FEDER+4ONEMA+1BOP123+7FEI pour eau/assain, 15 FEDER et 14 CPER/BOP 123 pour biodiversité (nombre total de demandes instruites)

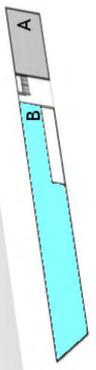
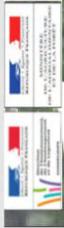
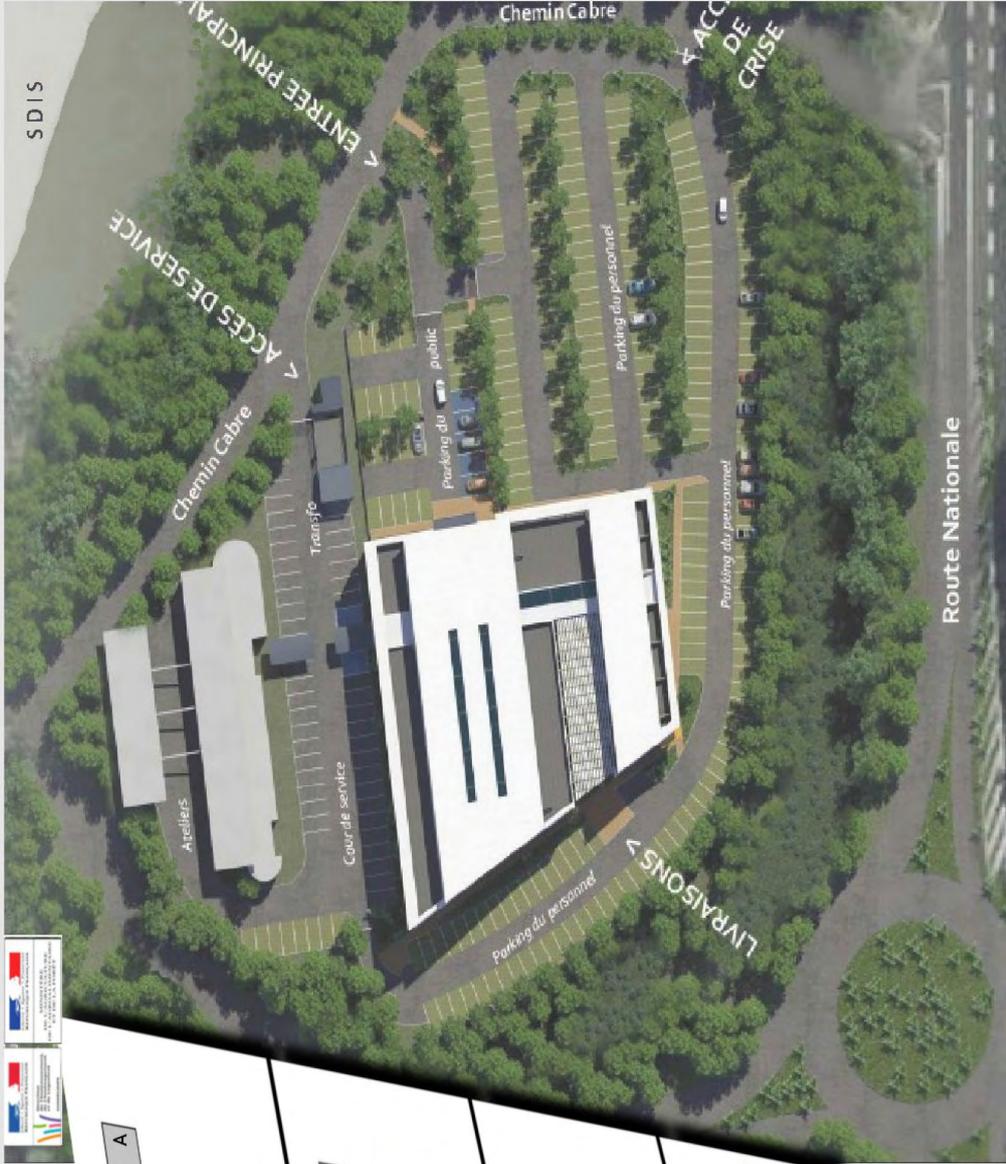


| | | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|--|--|------------|------------|-------------|------------|
| IX. INDUSTRIE INSTALLATIONS CLASSEES POUR PROTECTION ENVIRONNEMENT ICPE | | | | | |
| | Nombre de demandes d'autorisation délivrées | 8 | 4 | 4 | 4 |
| | Nombre d'arrêtés complémentaires signés | 12 | 13 | 17 | 18 |
| | Nombre d'arrêtés de mesure d'urgence | 0 | 0 | 1 | 0 |
| | Nombre d'arrêtés de mise en demeure signés | 35 | 12 | 13 | 25 |
| | Nombre de procès verbaux dressés dans l'année | 10 | 2 | 3 | 0 |
| | Visites d'inspection | 51 | 52 | 62 | 53 |
| | · inopinées | 10 | 0 | 6 | 8 |
| | · approfondie | 36 | 38 | 46 | 41 |
| | dont relevant de la directive SEVESO | 2 | 3 | 2 | 2 |
| | Nombre de plaintes | 4 | 3 | 6 | 11 |
| | Inspections installations en déclaration | 0 | 1 | 4 | 7 |
| X. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE | | | | | |
| | Cadrage préalable | 1 | 5 | 12 | 8 |
| | Avis de l'autorité environnementale | 13 | 7 | 12 | 18 |
| | Examen au cas par cas | | 16 | 52 | 25 |
| | Autres avis (hors procédure) | | 4 | 1 | 0 |
| XI. CREDITS GERES (hors FEDER) | | | | | |
| | nombre de BOP (6BOP+1UO+FPRNM+ANRU) | 10 | 10 | 9 | 10 |
| | nombre de mandatements | 4 398 | 4 386 | 3439 | 2965 |
| | crédits engagés en euros (Hors titre 2 et hors FEDER) avec ANRU en 2014 | 74 339 224 | 95 807 880 | 172 165 959 | 51 163 588 |
| | crédits mandatés en euros (Hors titre 2 et hors FEDER) avec ANRU en 2014 | 67 807 719 | 55 967 685 | 73 693 566 | 89 522 808 |
| | crédits titre 2 (salaires DÉAL) en euros avec ANRU en 2014 | | | 18 000 000 | 17 831 000 |
| XII. RESSOURCES HUMAINES crédits 2 (salaires) | | | | | |
| | nombre d'agents (total dont A , B, C) | 334 | 325 | 322 | 299 |
| | départs | 34 | 14 | 18 | 17 |
| | arrivées | 22 | 23 | 12 | 5 |
| XIII. SECURITE DES VEHICULES | | | | | |
| | Nombre de centres contrôles techniques VL inspectés | | 12 | 12 | 12 |
| | Nombre de centre de contrôle technique PL inspectés | | 1 | 0 | 1 |
| | Nombre de supervision de de contrôle de véhicules lourds réalisées | | 21 | 20 | 22 |
| | Nombre de réception à titre isolé réalisées | | 134 | 148 | 174 |
| | Nombre de certificats d'agrèments Matière Dangereuses (ADR) délivrés | | 14 | 8 | 11 |
| | Nombre d'attestation d'aménagement TCP délivrés | | 6 | 18 | 13 |
| XVI. ENERGIE | | | | | |
| | Production d'énergie électrique | | 1726 GWh | 1729 GWh | 1733 GWh |
| | Pourcentage des énergies renouvelables dans le mix énergétique | | 15,6 | 17,4 | 18,4 |
| | Nombre d'ouvrages (lignes et postes) autorisés | | 0 | 1 | 1 |
| XVII. QUALITE DE L'AIR | | | | | |
| | Nombre de dépassements des valeurs limites (VL) de qualité de l'air | | 45 | 20 | 57 |

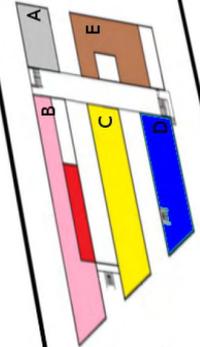
DEAL GUADELOUPE

Tableau de bord des BOP – Consommation 2014

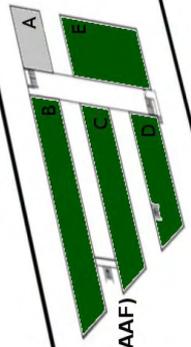
| | | | | | |
|--|-----------------|-----------------|--|-----------------------------|-------|
| « BOP 113 PEB Paysage, Eau et Biodiversité » | Consommation AE | Consommation CP | BOP 113 PEB Paysage, Eau et Biodiversité | Nombre de DP | 140 |
| | 1 108 316 | 1 194 722 | | Délai moyen gestionnaire | 19,52 |
| BOP 135 UTAH Urbanisme, Terri- toires et améliora- tion de l'Habitat | Consommation AE | Consommation CP | BOP 135 UTAH Urbanisme, Terri- toires et améliora- tion de l'Habitat | Délai moyen transmission PJ | 1,39 |
| | 87 000 | 128 968 | | Délai de visa | 1,89 |
| BOP 181 PR Prévention des Risques | Consommation AE | Consommation CP | BOP 181 PR Prévention des Risques | Délai de rapprochement | 1,47 |
| | 230 737 | 367 713 | | Délai global de paiement | 24,27 |
| BOP 203 IST Infrastructure et Services de Transport | Consommation AE | Consommation CP | BOP 203 IST Infrastructure et Services de Transport | Nombre de DP | 48 |
| | 74 778 | 61 813 | | Délai moyen gestionnaire | 19,60 |
| BOP 207 SER Sécurité et Éducation Routières | Consommation AE | Consommation CP | BOP 207 SER Sécurité et Éducation Routières | Délai moyen transmission PJ | 1,25 |
| | 145 998 | 146 657 | | Délai de visa | 3,08 |
| BOP 217 CPPEEDM Conduite et Pilotage des Politiques de Écologie, du Développement Durable et de la Mer | Consommation AE | Consommation CP | BOP 217 CPPEEDM Conduite et Pilotage des Politiques de Écologie, du Développement Durable et de la Mer | Délai de rapprochement | 1,10 |
| | 2 714 530 | 2 763 602 | | Délai global de paiement | 25,03 |
| SS TOTAL CONSOMMATION relevé DRFIP | Consommation AE | Consommation CP | BOP 181 PR Prévention des Risques | Nombre de DP | 117 |
| | 4 361 359 | 4 663 475 | | Délai moyen gestionnaire | 23,55 |
| BOP 123 action 1 logement (UO DEAL sur BOP préfecture outremers) | Consommation AE | Consommation CP | BOP 203 IST Infrastructure et Services de Transport | Délai moyen transmission PJ | 1,29 |
| | 48 075 913 | 68 471 333 | | Délai de visa | 0,76 |
| BOP 174 ECAM Énergie, Climat, Après-Mines | Consommation AE | Consommation CP | BOP 207 SER Sécurité et Éducation Routières | Délai de rapprochement | 1,68 |
| | 158 000 | 158 000 | | Délai global de paiement | 27,28 |
| Fonds Barrière FPRNM | Consommation AE | Consommation CP | BOP 217 CPPEEDM Conduite et Pilotage des Politiques de Écologie, du Développement Durable et de la Mer | Nombre de DP | 43 |
| | 3 600 000 | 3 600 000 | | Délai moyen gestionnaire | 3,00 |
| ANRU | Consommation AE | Consommation CP | BOP 217 CPPEEDM Conduite et Pilotage des Politiques de Écologie, du Développement Durable et de la Mer | Délai moyen transmission PJ | 1,28 |
| | -2 540 000 | 12 630 000 | | Délai de visa | 0,49 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | SS TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT | Délai de rapprochement | 2,28 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai global de paiement | 7,05 |
| BOP 174 ECAM Énergie, Climat, Après-Mines | Consommation AE | Consommation CP | BOP 123 total | Nombre de DP | 293 |
| | 158 000 | 158 000 | | Délai moyen gestionnaire | 18,92 |
| Fonds Barrière FPRNM | Consommation AE | Consommation CP | BOP 174 ECAM Énergie, Climat, Après-Mines | Délai moyen transmission PJ | 1,65 |
| | 3 600 000 | 3 600 000 | | Délai de visa | 0,34 |
| ANRU | Consommation AE | Consommation CP | BOP 217 CPPEEDM Conduite et Pilotage des Politiques de Écologie, du Développement Durable et de la Mer | Délai de rapprochement | 1,94 |
| | -2 540 000 | 12 630 000 | | Délai global de paiement | 22,85 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 123 total | Nombre de DP | 1 429 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai moyen gestionnaire | 19,32 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 174 ECAM Énergie, Climat, Après-Mines | Délai moyen transmission PJ | 1,48 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai de visa | 0,87 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | SS TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT | Délai de rapprochement | 2,05 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai global de paiement | 23,72 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 123 total | Nombre de DP | 2 070 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai moyen gestionnaire | 19,18 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 174 ECAM Énergie, Climat, Après-Mines | Délai moyen transmission PJ | 1,48 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai de visa | 0,90 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | SS TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT | Délai de rapprochement | 1,96 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai global de paiement | 23,52 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 123 total | Nombre de DP | 845 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai moyen gestionnaire | 15,38 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 174 ECAM Énergie, Climat, Après-Mines | Délai moyen transmission PJ | 2,13 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai de visa | 3,71 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | SS TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT | Délai de rapprochement | 1,14 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai global de paiement | 22,36 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 174 ECAM Énergie, Climat, Après-Mines | Nombre de DP | 17 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai moyen gestionnaire | 19,32 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 123 total | Délai moyen transmission PJ | 1,48 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai de visa | 0,90 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | SS TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT | Délai de rapprochement | 1,96 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai global de paiement | 23,52 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 123 total | Nombre de DP | 2 070 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai moyen gestionnaire | 19,18 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 174 ECAM Énergie, Climat, Après-Mines | Délai moyen transmission PJ | 1,48 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai de visa | 0,90 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | SS TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT | Délai de rapprochement | 1,96 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai global de paiement | 23,52 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 123 total | Nombre de DP | 2 965 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai moyen gestionnaire | 19,18 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | BOP 174 ECAM Énergie, Climat, Après-Mines | Délai moyen transmission PJ | 1,48 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai de visa | 0,90 |
| TOTAL DEAL | Consommation AE | Consommation CP | SS TOTAL DELAI GLOBAL DE PAIEMENT | Délai de rapprochement | 1,96 |
| | 51 163 588 | 89 522 808 | | Délai global de paiement | 23,18 |



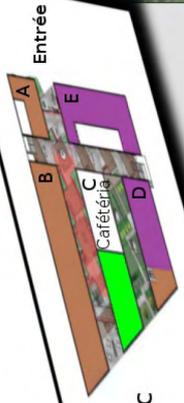
3^{ème}



2^{ème}



1er (DAAF)



RDC

Ebauche de répartition des services au sein du bâtiment

Sous-sol: Douches, stock, locaux techniques.
Espaces blancs: Salles de Réunions

| | | | | |
|---------------|------------|----------|-----------|-----------|
| DAAF | DEAL/MDDEE | DEAL/SG | DEAL/RN | DEAL/DIR |
| Autre Service | DEAL/LC | DEAL/RED | DEAL/PACT | DEAL/FTES |





Laurent CONDOMINES
Directeur adjoint
Saint-phy - B.P. 54 - 97102 Basse-Terre
téléphone : 0590 99 43 15 / télécopie : 0590 99 46 47
vincent.royer@developpement-durable.gouv.fr

Cabinet ComInter

SUIVI DES DOSSIERS
SIGNALÉS



Sylvie DEDIEU
Saint-phy - B.P. 54 - 97102 Basse-Terre
téléphone : 0590 99 43 15 / télécopie : 0590 99 46 47
sylvie.dedieu@developpement-durable.gouv.fr

ComExt.

PRESSE
COOPÉRATION RÉGIONALE



Nady VIAL-CABRERA
Saint-phy - B.P. 54 - 97102 Basse-Terre
téléphone : 0590 99 46 40 / télécopie : 0590 99 46 47
nady.vial-cabrera@developpement-durable.gouv.fr

RED

RISQUES ÉNERGIE
DECHETS



Jean-François GUERIN
ZA la Kann'Opé – Bât G - Dothémare
97 139 Les Abymes
téléphone : 0590 38 03 55 / télécopie : 0590 38 03 50
didier.renard@developpement-durable.gouv.fr

RN

RESSOURCES
NATURELLES



Pascale FAUCHER
Chemin des Bougainvilliers
Cité Guillard – 97100 Basse-Terre
téléphone : 0590 99 35 78 / télécopie : 0590 99 35 65
pascale.faucher@developpement-durable.gouv.fr

SOCA

SERVICE OPÉRATIONNEL
DE CONSEIL ET D'APPUI



Alexandre BERGÉ (Intérim)
ZA la Kann'Opé – Bât G -
Dothémare – 97 139 Les Abymest
téléphone : 0590 98 92 92 / télécopie : 0590 98 92 91
etienne.jacques@developpement-durable.gouv.fr

Mise à jour : 24 Août 2015

Direction de l'Environnement



DIR



Daniel NICOLAS

Directeur

Saint-phy - B.P. 54 - 97102 Basse-Terre
téléphone : 0590 99 43 15 / télécopie : 0590 99 46 47
daniel.nicolas@developpement-durable.gouv.fr



Mario CHARRIERE

Directeur adjoint

Saint-phy - B.P. 54 - 97102 Basse-Terre
téléphone : 0590 99 43 15 / télécopie : 0590 99 46 47
mario.charriere@developpement-durable.gouv.fr

MPS

MISSION PILOTAGE STRATÉGIE
ET CONTRÔLE DE GESTION



Guillaume XAVIER

Saint-phy - B.P. 54 - 97102 Basse-Terre
téléphone : 0590 99 43 72 / télécopie : 0590 99 46 47
m.....@developpement-durable.gouv.fr

MRU

MISSION RÉNOVATION
URBAINE



Delphine LE RUN

ZA la Kann'Opé – Bât G - Dothémare
97 139 Les Abymes
téléphone : 0590 98 98 95 / télécopie : 0590 98 32 34
thibaud.desbarbieux@developpement-durable.gouv.fr

MDD

MISSION DÉVELOPPEMENT DURABLE ET
ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE



Louis REDAUD

Chemin des Bougainvilliers
Cité Guillard – 97100 Basse-Terre
téléphone : 0590 41 04 60 / télécopie : 0590 99 35 65
louis.redaud@developpement-durable.gouv.fr

ATOL

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET ORGANISATION DU LITTORAL



Jean-Pierre ARNAUD

Saint-phy - B.P. 54 - 97102 Basse-Terre
téléphone : 0590 99 43 15 / télécopie : 0590 99 43 11
an-pierre.arnaud@developpement-durable.gouv.fr

FTES

FINANCEMENT, TRANSPORTS,
ÉCONOMIE ET SÉCURITÉ



Yann DERACO

Saint-phy - B.P. 54 - 97102 Basse-Terre
téléphone : 0590 99 46 75 / télécopie : 0590 99 46 86
yann.deraco@developpement-durable.gouv.fr

LC

LOGEMENT
ET CONSTRUCTION



Dominique JONCKHEERE

Saint-phy - B.P. 54 - 97102 Basse-Terre
téléphone : 0590 99 43 40 / télécopie : 0590 99 43 05
dominique.jonckheere@developpement-durable.gouv.fr

SG

SECRÉTARIAT
GÉNÉRAL



Christian BELLEBON

Saint-phy - B.P. 54 - 97102 Basse-Terre
téléphone : 0590 99 43 17 / télécopie : 0590 99 46 47
christian.bellebon@developpement-durable.gouv.fr

... / Délégué de bassin
99 43 21

Directeur Adjoint
Management - Risques - Ressources Naturelles
Mario **CHARRIERE** / 0590 99 43 20

GROUPE Sites et Paysage
☐ Lucie **LISON** / 0590 60 41 17

Paysagistes conseil :
Yolande **GUYOTON** / 03 84 24 18 23

Architecte conseil :
Aline **HANNOUZ** / 04 93 65 23 24

Cabinet / Communication Interne
Suivi des dossiers signalés
Sylvie **DEDIEU** / 0590 99 43 76

Communication Externe
Presse - Coopération régionale
Nady **VIAL-CABRERA** / 0590 99 46 40

ONCKHEERE

MDDEE
MISSION DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

RED
RISQUES ÉNERGIE
DECHETS

RN
RESSOURCES
NATURELLES

SG
SECRÉTARIAT
GÉNÉRAL

CF DE SERVICE

Louis REDAUD
0590 41 04 60

Jean-François GUERIN
0590 38 03 55

Pascale FAUCHER
0590 99 35 78

Christian BELLEBON
0590 99 43 17

Administrative
Y-VALY

ADJOINT AU CHEF DE MISSION
Jérôme **BLANCHET**
0590 99 35 75

ADJOINTE AU CHEF DE SERVICE
Chrystel **SGARD**
0590 38 03 60

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE
Fabien **Barthelat**
0590 99 35 63

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE
Nicolas **LAPENNE**
0590 99 46 92

Construction

ADJOINT AU CHEF DE MISSION
Nicole **ERDAN**
0590 41 04 53

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE
Jérémy **HETZEL**
0590 60 40 84

ADJOINT AU CHEF DE SERVICE
Guillaume **STEERS**
0590 41 04 54

Bureau administratif
Marie-Denise **ARMAND**
0590 99 43 57

Propriété de l'habitat
REL

Évaluation environnementale
Jérôme **BLANCHET**
0590 99 35 75

Coordination administrative et gestion financière
France-Lise **LÉONIDAS**
0590 38 03 53

Coordination administrative et gestion financière
Kelly **OSSEUX**
0590 41 04 62

Pôle Ressources Humaines
■ Service employeur
M... N...
0590 99 43 07

Propriété de l'État
IRINELLI

Information environnementale

Pôle risques technologiques - ICPE
Chrystel **SGARD**
0590 38 03 60

Pôle Biodiversité
Fabien **Barthelat**
0590 99 35 63

☐ Formation concours et GPEC
Agnès **LARIFLA**
0590 60 41 01

■ Documentation, centre de ressource
Patricia **HAUTCASTEL**
0590 41 04 50

☐ Air, Risques accidentels
Aurore **PANIER**
0590 38 03 61

■ Biodiversité marine
- Franck **MAZEAS**
0590 41 04 56

■ Médico social
Joselyne **ABON**
0590 99 43 12

■ Coordination observatoires et statistiques
Patricia **QUETIER**
0590 99 35 62

☐ Déchets
Sandrine **MORICEAU**
0590 38 03 66

- Méline **LAURENT**
0590 99 99 91

■ CSP
Alain **ROMAIN**
0590 99 43 58

■ Données et référentiels
Jean-Claude **ROMAGNY**
0590 99 35 61

☐ Eau sols pollués
Nathalie **BOURJAC**
0590 38 03 57

■ Biodiversité terrestre
- Pierre **BOESCH**
0590 41 04 58

Pôle Logistique
■ Contrats - Marchés
Monique **GRENOT**
0590 99 46 43

Promotion du Développement durable
Nicole **ERDAN**
0590 41 04 53

☐ Carrières explosifs
Francebert **FRANCONY**
0590 38 03 58

- M... N...
0590 41 04 55

■ Moyens Généraux
Frantz **MAURICE**
0590 99 43 30

■ Transition Ecologique
Économie verte, PREDD
Nicole **ERDAN**
0590 41 04 53

☐ Bases de données
Lydia **CYSIQUE**
0590 60 40 37

- Katy **BAUCHAUD**
0590 99 99 92

- Logistique / bâtiments
Pierre **TAMBY**
0590 99 43 37

☐ Agenda 21, PTDD, Eco responsabilité
Chantal **DURIMEL**
0590 60 40 46

☐ Appui administratif déclarations
Annie **JULIANUS**
0590 38 03 49

Pôle Eau
Guillaume **STEERS**
0590 41 04 54

■ Véhicules et matériels
André **BERGOZ**
0590 60 41 05

■ Associations, Education au Développement durable
Maryse **JUMINER**
0590 99 99 90

Pôle risques naturels
Jérémy **HETZEL**
0590 60 40 84

☐ Financements
Viviane **ROSEAU-PONCET**
0590 60 41 23

■ Chorus
Rosiane **PÉROUMAL**
0590 99 43 38

☐ Plan Sisme Antilles
Françoise **VARIN**
0590 60 40 85

Gestion de crise/défense
Harold **MOUTOU (Intérim)**
0590 60 40 15

☐ Police de l'eau de Basse-Terre
Cyril **DELHAISE**
0590 99 35 69

■ Informatique
Rosan **DOUARED**
0590 99 43 96

☐ Inondations
Aude **COMTE**
0590 60 40 79

☐ Prévention des Risques naturels B-T
Marc **FELICITE**
0590 60 40 86

☐ Police de l'eau de Grande-Terre
Yolande **GALL**
0590 60 41 21

■ Archives
Mathurin **RÉGENT**
0590 60 40 14

☐ Contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques
M... N...
0590 60 40 73

☐ Prévention des Risques naturels G-T
Philippe **THENARD**
0590 38 03 62

☐ Coordination polices de l'environnement
Muriel **REGARD-ALCHAKKIF**
0590 60 41 25

☐ Logistique GT
Guy **THOLE**
0590 60 40 51

☐ Réception et contrôle technique des Véhicules
Jean-Paul **GENGUELOU**
0590 38 03 51

Pôle énergie climat véhicules
Philippe **EDOM**
0590 38 03 48

■ Politique de l'eau
Catherine **BADLOU**
0590 99 35 79

■ Qualité de l'eau et DCE
Aurélie **DERACO**
0590 99 35 63

☐ Climat-Qualité de l'air
Roger **ANNICETTE**
0590 38 03 47

☐ Énergie
Philippe **EDOM**
0590 38 03 48

☐ Hydrométrie
Caroline **QUERE**
0590 60 41 26

☐ Réception et contrôle technique des Véhicules
Jean-Paul **GENGUELOU**
0590 38 03 51





**Ministère de l'Écologie,
du Développement durable
et de l'Énergie**

Direction de l'Environnement
de l'Aménagement, et du Logement
de la Guadeloupe

B.P. 54 - Circonvallation
97 102 Basse-Terre - cedex
Tél. 05 90 99 46 46

